



## Foire aux questions – 1<sup>er</sup> trimestre de 2006

### **1. Y a-t-il eu des éléments exceptionnels ou des éléments non récurrents dans vos résultats du 1<sup>er</sup> trimestre?**

Non. Les bons résultats du 1<sup>er</sup> trimestre sont notamment attribuables au fait que les pertes sur prêts et les dépenses ont été inférieures aux prévisions, mais ils ont été quelque peu freinés par les revenus moins élevés que prévu provenant des Services de banque d'affaires.

Comme nous le faisons chaque trimestre, nous avons joint dans notre rapport du 1<sup>er</sup> trimestre aux actionnaires et notre présentation du 1<sup>er</sup> trimestre aux investisseurs des commentaires supplémentaires au sujet des éléments qui ont contribué ou nui à nos résultats.

### **2. a) Pouvez-vous expliquer pour quelles raisons les pertes du 1<sup>er</sup> trimestre ont été aussi faibles?**

Notre ratio des pertes sur prêts du 1<sup>er</sup> trimestre (provision pour pertes de crédit exprimée en pourcentage des prêts et des acceptations bancaires, moins les conventions de revente) s'est établi à 45 points de base.

Les pertes sur prêts à la consommation ont diminué au 1<sup>er</sup> trimestre, en raison principalement des niveaux élevés du 4<sup>e</sup> trimestre découlant du rajustement net de 23 millions de dollars apporté aux pertes sur prêts de détail et publié lors du dernier trimestre.

L'augmentation des contrepassations de prêts aux PME et aux entreprises agricoles ont également contribué aux bons résultats du 1<sup>er</sup> trimestre.

### **2. b) Vous avez confirmé qu'il n'y aura pas de réduction des pertes sur prêts à la consommation en 2006, ce qui laisse croire que la situation du portefeuille de prêts personnels non garantis ne s'est pas beaucoup améliorée. Attendez-vous un moment plus propice pour agir ou continuez-vous de prendre d'autres mesures?**

Nous poursuivons nos efforts en vue de réduire les niveaux de risque du portefeuille de prêts non garantis.

Nous avons pris un certain nombre de mesures ciblées, dont les suivantes :

- Continuer d'optimiser les critères d'approbation du crédit
- Mettre en place de nouvelles procédures pour déterminer les segments du portefeuille présentant les risques les plus élevés
- Cibler la gamme de produits et les offres de produits



Il s'agit d'un processus itératif – nous effectuons un suivi constant et prendrons des mesures supplémentaires au besoin.

Au cours du trimestre, les prêts garantis ont représenté environ les deux tiers des nouveaux prêts consentis, une nette amélioration puisqu'ils ne représentaient que le quart des nouveaux prêts l'an dernier.

À la fin du 1<sup>er</sup> trimestre, le ratio prêts garantis/prêts non garantis de notre portefeuille de prêts personnels s'établissait à 49/51. Ce ratio se compare avantageusement aux ratios de 45/55 et de 47/53 obtenus respectivement à la fin des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestres de 2005.

## **2. c) Quel sont vos objectifs pour l'année en ce qui a trait aux pertes sur prêts?**

Nous continuons de viser à moyen terme un ratio des pertes sur prêts se situant entre 50 et 65 points de base pour le cycle actuel.

Pendant l'exercice 2006, nous prévoyons que le ratio se situera dans la moitié inférieure de cette fourchette, 80 % des provisions provenant des prêts à la consommation et le reste des prêts octroyés aux sociétés et aux gouvernements.

## **3. Les dépenses de 1 868 millions \$ au 1<sup>er</sup> trimestre sont bien inférieures à celles de 2 057 millions \$ déclarées au 4<sup>e</sup> trimestre de 2005; elles sont également moins élevées que l'objectif de 1 892 millions \$ par trimestre fixé pour le 4<sup>e</sup> trimestre de 2006, selon un taux annualisé. Est-ce que cela signifie que vous pourriez fort bien avoir dépassé votre objectif de réduction des dépenses annuelles de 250 millions \$ à la fin de 2006?**

Les dépenses du 4<sup>e</sup> trimestre de 2005 comprenaient des indemnités de cessation d'emploi anormalement élevées de 100 millions \$, des cotisations sociales de 23 millions \$ au R.-U. et des pertes de sous-location de 19 millions \$ provenant de nos locaux de New-York.

Mis à part ces éléments importants, les dépenses du 1<sup>er</sup> trimestre ont chuté de 47 millions \$ par rapport à celles du 4<sup>e</sup> trimestre de 2005, en partie à cause des dépenses publicitaires saisonnières peu élevées et du report des frais de certains projets, mais aussi en raison des mesures que nous avons prises pour être plus efficaces et plus concurrentiels à cet égard.

Nous faisons des progrès par rapport à nos objectifs de productivité, et nous sommes confiants de pouvoir réduire nos dépenses en 2006, conformément aux objectifs.



**4. Comme les revenus tirés des Services de banque d'affaires n'ont été que de 12 millions \$ ce trimestre, se pourrait-il que l'objectif de 100 à 175 millions \$ fixé pour l'année soit en péril?**

Il est difficile de faire des prévisions pour ce secteur d'activité à cause du caractère cyclique du marché des souscriptions privées et parce que le moment des distributions provenant des portefeuilles des promoteurs n'est pas de notre ressort.

Le montant des radiations (25 millions \$) est supérieur à ce que nous prévoyons pour les prochains trimestres. Comme nous l'avons déjà dit, les revenus pourront varier naturellement dans ce secteur d'un trimestre à l'autre.

Nous avons également déjà dit que nous continuerons à réduire la taille de ce portefeuille au fil des ans.

Nous croyons toujours que la fourchette de 100 à 175 millions de dollars est raisonnable pour toute l'année

**5. Pouvez-vous nous fournir une analyse comparative des revenus des secteurs d'activité de Marchés de détail, rajustés en fonction des modifications à la tarification des opérations?**

Nous avons considérablement réduit les commissions des produits de prêts transférées aux groupes de marketing pour mieux tenir compte des changements relatifs à l'évaluation du rendement de ces groupes où nous donnons maintenant moins de priorité à la souscription de nouveaux prêts qu'aux relations avec les clients.

Le tableau suivant indique les revenus des secteurs d'activités de Marchés de détail touchés par les modifications. Les chiffres entre parenthèses indiquent quels sont les revenus qui auraient été obtenus si la tarification des opérations n'avait pas été modifiée lors du 1er trimestre.

Millions de dollars	<b>T1/06</b>	<b>T4/05</b>
Services bancaires personnels et Services à la PME	510 (587)	618
Service Impérial	229 (237)	236
Prêts hypothécaires et prêts personnels	413 (328)	286



**6. Les marges d'intérêt nettes continuent de diminuer. Dans quelle mesure cette situation est-elle attribuable à la composition, aux variations de volume, aux taux d'intérêt et aux pressions exercées par les tarifs de la concurrence? Quelles sont les perspectives pour le reste de 2006?**

Dans l'ensemble de la Banque, la marge d'intérêt nette (MIN) sur l'actif productif d'intérêt moyen, selon la base d'imposition équivalente, a reculé de 7 points de base par rapport au trimestre précédent, en raison de changements défavorables dans la combinaison de produits; toutefois, ce recul a été compensé en partie par les répercussions positives des augmentations de volume et par l'augmentation des taux d'intérêt à court terme.

Comme nous l'avons indiqué dans la présentation du 4<sup>e</sup> trimestre aux investisseurs, la MIN a perdu trois points de base au cours du trimestre; ce résultat tient compte des effets des opérations de titrisation, mais omet les effets des immobilisations, des actifs de négociation et des éléments exceptionnels.

D'après les éléments d'actif, les MIN ont été plus élevées pour les prêts hypothécaires et les autres prêts (personnels, commerciaux et aux gouvernements) et moins élevées pour les cartes, tandis que d'après les éléments de passif, les MIN ont été plus élevées (défavorables) pour les prêts personnels, commerciaux et aux gouvernements et les dépôts bancaires.

Les pressions de la concurrence continueront vraisemblablement de réduire les marges d'intérêt nettes.

**7. Quels ont été les revenus tirés des cartes, après rajustement pour tenir compte des opérations de titrisation? Continuez-vous d'être à l'aise avec l'abandon d'une part de marché en échange de taux de pertes inférieurs et d'une exposition moindre au risque découlant de la récession? À quel niveau commencerez-vous à être préoccupés?**

Les revenus provenant des cartes, rajustés en fonction des pertes sur prêts associées aux soldes titrisés, et des gains non récurrents de titrisation, se sont élevés à 384 millions \$, en hausse de 2 % séquentiellement et de 6 % par rapport à l'année dernière, excluant le gain à la vente des actions d'ACE au 1<sup>er</sup> trimestre de 2005. Les soldes continuent d'augmenter à un taux annuel d'environ 5 %.

Nous mettons l'accent sur notre part de marché – qui revêt pour nous une grande importance. Nous continuons d'occuper le premier rang en termes de part de marché pour les volumes d'achat et l'encours.

Nous continuons de gérer les opérations de manière à optimiser la rentabilité, notre part de marché et la limitation des pertes sur prêts.



**8. D'où provient la hausse de 41 millions \$ des revenus de négociation « divers » à la page 9 de l'information financière supplémentaire du 1<sup>er</sup> trimestre?**

Cette ligne comprend la vente et la négociation de dérivés de crédit et de sous-prêts. Elle englobe les opérations de financement immobilier aux États-Unis. Au 1<sup>er</sup> trimestre, la somme de 63 million \$ comprend des revenus de 33 millions \$ tirés d'une opération de titrisation immobilière aux États-Unis.

Cette opération a généré la majeure partie du revenu de négociation du 29 novembre 2005 indiqué dans le tableau comparant le revenu de négociation (BIÉ) au risque dans la diapositive 66 de notre présentation du 1<sup>er</sup> trimestre aux investisseurs.